

CM 86 - La dimension régressive de la fiscalité indirecte

Les taxes sur les produits pétroliers comme sur le tabac ou l'alcool, sans oublier la TVA qui constituent une part essentielle des ressources budgétaires, n'ont que comme seul objectif de réduire la fiscalité directe des ménages les plus aisés. Elles n'ont aucun effet vertueux, bien au contraire, elles creusent les inégalités sociales, de santé et environnementales.

Ainsi, suite à la hausse des prix du tabac, sa consommation a baissé de plus de 50% dans les milieux favorisés et est demeurée stable dans les milieux populaires, la différence de mortalité par cancer du poumon doublant entre ces deux extrêmes. Il en va de même pour l'alcool. Quand on ne peut pas adapter ses comportements aux nouvelles normes, qu'il s'agisse de sa santé ou de sa mobilité, et les raisons sont nombreuses, on ne peut tout simplement que se taire et culpabiliser.

Voilà l'aspect régressif de notre fiscalité indirecte qui porte sur des produits auxquels les ménages modestes consacrent une part beaucoup plus importante de leur budget que les ménages favorisés.

Quand bien même on nous démontrerait que les énergies fossiles n'ont jamais été aussi abondantes, à bas prix -en 1990, un smicard pouvait acheter 6,3 litres de gazole et 5,7 litres d'essence pour une heure de travail, début 2019, il en achètera respectivement 6,5 et 6,3- un cadre supérieur de la finance, par exemple, en achètera 3 fois plus qu'il y a près de 30 ans compte tenu de la progression géométrique de ses revenus.

En revanche, exonéré de l'impôt sur la fortune, bénéficiant d'une réduction de la taxation de ses dividendes, cette hausse, qui pour lui est réduction relative, passera inaperçue, d'autant qu'il pourra se payer le luxe, devenu « écologiste », d'abandonner sa ou ses voitures, ou bien d'accroître son parc de SUV.

Point de démagogie que de reconnaître que taxer la consommation individuelle est un instrument budgétaire antisocial, incompatible avec la justice environnementale.

Financer la transition énergétique se fera en mettant des conditions aux 50 milliards d'aides aux entreprises et en taxant leurs émissions de CO₂, en augmentant les taxes sur les dividendes non réinvestis des industries fossiles, et même de toutes les entreprises, les impôts directs sur les plus hauts revenus, en supprimant les niches fiscales les plus incongrues comme celles sur le kérosène, mais certainement pas en continuant à augmenter les taxes sur les consommations individuelles des automobilistes.

Dénoncer cela n'est toutefois pas une bonne raison pour se joindre à la meute des gilets jaunes. A moins que leur mouvement, ce que je crois, n'ait une tout autre portée sociale, les carburants n'étant qu'un prétexte.

Bruno Bourgeon d'après Claude Vilain